

L'Europe doute encore et toujours du budget belge

Les chiffres sont clairs: l'épure remise par la Belgique ne respecte pas la trajectoire qu'elle est supposée suivre. Reste à savoir ce que la Commission en fera.

BENOÎT MATHIEU

Ceux qui espéraient un brin de politique sont repartis bredouilles – comme chaque année, en fait. Ce jeudi matin, la Commission européenne livrait ses prévisions économiques d'automne. Rien de plus, rien de moins. «*Les prévisions ne sont pas le temps de la décision politique*, a ramassé Pierre Moscovici, le commissaire en charge des Affaires économiques et financières. *Même si la décision se base sur les prévisions.*»

Les budgets rentrés par les États membres respectent-ils les règles du jeu budgétaire élaborées par la Commission? Afin de le savoir, merci de patienter jusqu'au 21 novembre. Même si, dans certains cas, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Comme, le hasard faisant bien les choses, pour la Belgique.

Faisons le point.

■ **Croissance.** Rien de surprenant sur ce front. Pour 2018 et 2019, l'Europe table sur une progression de l'économie de l'ordre de 1,5% du PIB – tout comme le gouvernement Michel dans ses plans budgétaires. Et pour le cru 2020, elle s'attend à un fléchissement, à 1,4%. Certes, la performance belge est un peu en deçà de celle de ses voisins. Mais la Belgique a prouvé, année après année, sa stabilité économique, fait-on valoir à la Commission.

■ **Dettes.** Voilà qui pourrait constituer une petite victoire symbolique pour la coalition suédoise. Qui y avait pourtant renoncé: d'après ses propres calculs, la dette belge devrait s'établir à 100,2% du PIB à la fin 2019. Soit un filifil au-dessus de la barre des 100%, sous laquelle Michel serait volontiers redescendu.

Eh bien, à en croire les données de la Commission, tout n'est pas perdu. L'Europe voit en effet la dette retomber à 99,8% à la fin 2019.

Sans qu'il soit pour autant garanti que le rythme de diminution de ce boulet lui semble satisfaisant, la progression belge étant jugée poussive depuis quelques années déjà.

■ **Budget.** Nous y voilà. Des chiffres présentés hier par la Commission, trois constats se dégagent. Le premier, c'est que l'effort d'assainissement mené par la Belgique ne suit pas la musique européenne. C'est que la Commission attend que notre pays soigne son déficit structurel – à savoir débarrassé des aléas de la conjoncture et des mesures non récurrentes – à hauteur de 0,6% du PIB par an. Or la Belgique fait nettement moins. Michel ne s'en cache pas, puisque ses propres plans budgétaires avouent une réduction du déficit de l'ordre de 0,4% du PIB en deux ans. Eh bien, d'après la Commission, ce compte n'y est même pas. Pour elle, de 2017 à 2019, le déficit structurel n'aura fondu que de 0,1%. Loin du 1,2% exigé, quoi qu'il en soit.

Le second, c'est que même s'il y a du rapprochement dans l'air, Belgique et Europe ne se sont pas encore entendues au sujet du cru 2017. Michel estime avoir clôturé l'année sur un déficit structurel de 1,2% du PIB, tandis que l'Europe table pour l'heure sur 1,4%. Si l'écart entre les données des uns et des autres se réduit, il reste malgré tout significatif. Et est dû, bien plus qu'aux divergences entre les méthodologies utilisées, aux versements anticipés. L'histoire est connue: l'Europe considère que leur accélération récente constitue essentiellement une conséquence, non récurrente, du changement des règles en vigueur, tandis que la Belgique voit ces effets se perpétuer, du moins partiellement, au fil des ans.

Le troisième, c'est que la Commission ne voit pas le déficit belge se dégrader l'an prochain. Elle le fixe à 1,3% du PIB, tout comme en 2018 – alors que Michel, lui, avance 1% pour cette année et 0,8% pour l'an prochain. De quoi démentir certaines institutions qui

prévoient une solide dégradation? Le Bu-

«La Commission confirme que le déficit est moindre que prévu.»

JOHAN VAN OVERTVELDT
MINISTRE DES FINANCES (N-VA)

reau du Plan, par exemple, qui voyait le déficit piquer naturellement du nez en 2019?

Pas si vite. Parce que, à politique inchangée bien entendu, la Commission voit le déficit structurel plonger à 1,7% en 2020, alors que la Belgique est censée, à cette période, renouer avec l'équilibre. Parce que, oui, en Belgique, le déficit affiche, de longue date, une propension à la dégradation – ce qui n'est pas le cas de tous les pays. Une tendance qui explique pour moitié cette déviation prévue pour 2020, glisse-t-on à la Commission. Et l'autre moitié? C'est très simple: il faut y voir la patte de la dernière tranche du tax shift que Michel, quoi qu'il en dise, n'avait initialement pas entièrement financé. Mais bon, reconnaît-on dans les couloirs du Berlaymont, 2020, c'est encore un peu loin. Et le scénario à politique inchangée vaut ce qu'il vaut, parce qu'il suppose que tout soit à présent laissé en plan.

Voilà pour les chiffres. Qui font état d'une déviation indéniable – Michel aura beau crier à la «*fake news*» ou appeler Jean-Claude Juncker à la rescousse. Reste à savoir ce que la Commission en fera; et ça, cela relève bien plus de la politique que de l'analyse budgétaire. Et dépendra notamment du nombre de pays faisant moins bien que la Belgique – ce qui a déjà sauvé notre pays à plusieurs reprises. Réponse le 21 novembre. Si pas au printemps 2019.

LA DÉVIATION DU BUDGET ITALIEN SERAIT PLUS GRAVE QU'ANNONCÉ

L'Italie peut-elle faire fondre sa dette – l'une des plus élevées au monde – tout en augmentant ses dépenses publiques, comme elle a décidé de le faire le mois dernier? Non, répondent les économistes de la Commission européenne. Selon eux, le budget mis sur la table par Rome conduit à une stagnation de la dette publique du pays autour de 131% du produit intérieur brut (PIB) en 2019 et 2020.

Sans surprise, les prévisions de la Commission sont moins optimistes que celles de Rome. Quand le gouvernement italien s'attend à enregistrer 1,5% de croissance l'an prochain, l'exécutif européen table sur 1,2%. «Nos estimations sont plus prudentes sur la consommation intérieure et les investissements» que celles de Rome, explique Pierre Moscovici, commissaire aux Affaires économiques et financières.

Quand Rome annonce un déficit budgétaire de 2,4% l'an prochain, la Commission calcule que vu les mesures envisagées par l'Italie, il atteindra plutôt à 2,9% (notamment

en raison de recettes de la TVA plus faibles et d'un service de la dette plus élevé qu'attendu par le gouvernement de Giuseppe Conte). L'année suivante, le déficit public dépasserait même la barre des 3% du PIB, dont le franchissement est proscrit par le pacte budgétaire. Résultat des courses, alors que l'Italie assure qu'elle pourra faire baisser sa dette publique à l'horizon 2020, la Commission calcule qu'avec son budget elle la maintiendra stable à 131% environ du produit intérieur brut en 2019 et 2020.

La Commission a demandé le mois dernier à Rome de revoir son projet de budget, elle attend à présent sa réponse pour mardi prochain. Si l'Italie campe sur sa position, l'exécutif européen pourrait être forcé de lancer à son encontre une «procédure de déficit excessif». Qui pourrait en théorie mener à des sanctions sonnantes et trébuchantes.

Y a-t-il un compromis à trouver entre un gouvernement italien décidé à appliquer un budget expansionniste et une Commission soutenue par tous

les autres membres de la zone euro pour faire respecter les règles?

«J'espère qu'il y aura un rapprochement, une solution commune, mais si l'idée est de couper la poire en deux, je ne vois pas comment c'est possible», a commenté Pierre Moscovici lors d'une conférence de presse. C'est loin d'être gagné à entendre la réaction du ministre italien des Finances: pour Giovanni Tria, les prévisions de la Commission «découlent d'une analyse non attentive et partielle» du budget italien.

La politique italienne est l'un des risques qui pèsent sur les prévisions de croissance de l'ensemble de la zone euro, dans un contexte mondial tendu: protectionnisme commercial, risques en Chine et sur les marchés émergents, augmentation rapide des taux de la réserve fédérale américaine ou encore Brexit sont autant de facteurs qui pourraient compromettre les prévisions de l'exécutif européen. Il table pour l'heure sur un tassement de la croissance à 1,9% l'an prochain, puis 1,7% en 2020.

DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT, PRÉVOIT LA COMMISSION...

